

Albanie ou l'après-révolution

Autor(en): **Polonovski, Brigitte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **80 (1992)**

Heft 8

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280080>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Albanie ou l'après-révolution

Quelques «fioretti» sur un pays si fermé pendant longtemps, dont nous avons vu des images si dures ces derniers temps. Une conversation avec quatre Albanaises en stage diplomatique à Genève.

Pour six semaines une délégation d'Albanie vient se former à la diplomatie au Centre d'études pratiques de la négociation internationale à Genève. Quatre femmes font partie de ce groupe et je les ai rencontrées le 14 septembre.

Elles sont encore très surprises et intimidées d'être là et me racontent qu'un concours d'entrée au ministère des affaires étrangères a été organisé à Tirana, capitale de l'Albanie, que 700 postulants se sont présentés et que 15 ont réussi la sélection, dont elles.

Rudina Mullahi

21 ans et diplômée de l'Université en anglais, Rudina Mullahi témoigne la première de sa vie quotidienne à Tirana.

Elle vient d'une famille intellectuelle où on lui a toujours laissé le choix de ses activités, contrairement, dit-elle, à la mentalité normale dans son pays qui veut que les femmes n'aient pas autant de droit que les hommes même si, sous le régime communiste, l'égalité figurait dans la loi.

La mentalité est d'ailleurs fort différente d'une ville à l'autre, à la campagne, au nord ou au sud du pays.

Elle apprécie sa chance. Son père est ingénieur et sa mère physicienne. Ils avaient pour eux quatre (elle a un frère) un minuscule appartement, grand pour les standards albanais, avec une chambre à coucher, une kitchenette, un couloir et un petit salon. Depuis la révolution ils ont une pièce de plus.

Vjollca Proni

Vjollca Proni a 22 ans, est diplômée de la faculté de droit et vient du nord de l'Albanie. Dans sa région, les femmes ont toujours été considérées comme inférieures aux hommes même si leur travail était identique. Ses parents sont ouvriers mécaniciens dans une usine. Elle a étudié loin de chez elle dans une cité universitaire et a apprécié sa liberté. Grâce aux contacts surtout par la télévision italienne, yougoslave et grecque du sud, les jeunes ont changé de mentalité. Elle avait commencé à travailler comme juriste au parlement albanais avant de faire le concours et gagnait «bien» sa vie, comme tout le monde, c'est à dire un salaire d'environ 15 dollars par mois. Pour comprendre comment on peut survivre chez eux, elle m'indique que son loyer est d'un demi dollar par mois et le pain coûte un peu moins d'un quart de dollar. Elle pense que pour l'instant, la vie quotidienne a empiré avec les changements politiques. Rien n'a changé pour l'albanais moyen sauf que l'économie était pauvre et qu'elle est aujourd'hui encore plus pauvre. Ceci dit, toutes les quatre assurent qu'aucun Albanais ne meurt de faim même si tout est très difficile.

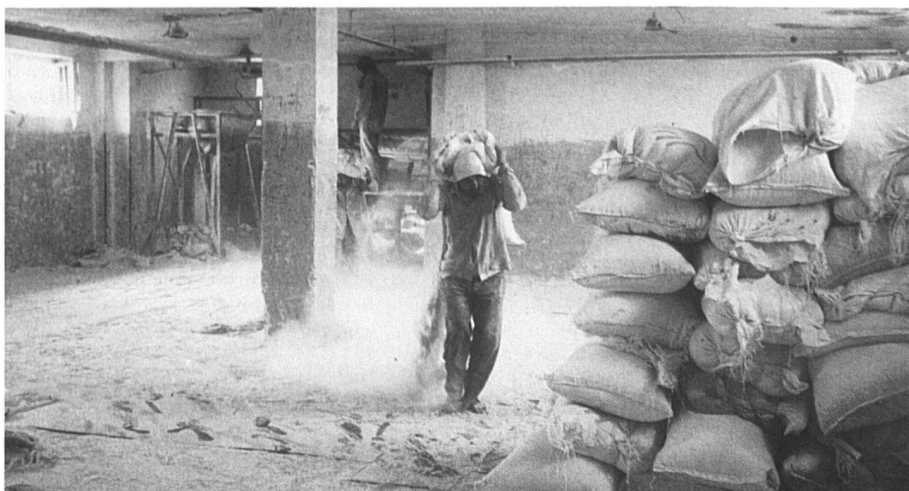
Migen Shehn

A 21 ans, Migen Shehn insiste sur la vie meilleure qu'elle peut connaître aujourd'hui. Elle a pu étudier l'histoire, la philosophie et la littérature, contrairement à sa mère qui n'a pu aller à l'Université car

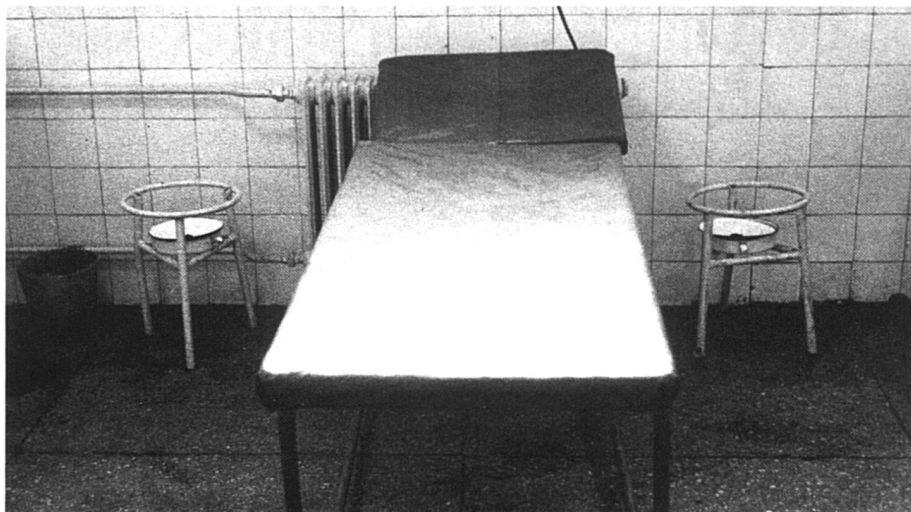
ses grands-parents avaient été mis en prison par les communistes pour raisons politiques. Son père n'a pas eu la vie facile à cause de son mariage. (Il est ingénieur et elle est couturière à la maison). Elle est très fière d'être albanaise et fière des femmes albanaises qui travaillent exactement comme les hommes, y compris la nuit, ont continué à faire tous les travaux ménagers pour lesquels les hommes n'ont jamais aidé. Elles ont été les meilleures des mères, et ne se sont jamais plaintes. «La révolution a amené un meilleur respect des femmes et de leur rôle», dit-elle, «car les hommes voient maintenant comment dans les pays occidentaux on respecte les femmes et ils se rendent compte de la valeur des leurs».

Miriam Bisha

Miriam Bisha a 39 ans et une trajectoire toute différente. Elle vient d'une famille intellectuelle. Son grand-père était général dans l'armée et, démocrate engagé, il a été tué par les communistes. Sa famille en a beaucoup souffert puisque ses parents ont été exilés et isolés. Elle n'a pas pu après l'école obligatoire aller étudier, puisqu'ils étaient persécutés politiques. Elle a donc dû être ouvrière typographe pendant dix-sept ans, sans autre espoir. La seule chose qui lui donnait du courage c'était d'étudier les langues, par les livres qu'elle trouvait. Elle a ainsi appris l'italien et l'anglais toute seule. La démocratie nouvelle lui a permis d'entrer il y a un an à la faculté de droit. Son mari, géologue, l'a encouragée et lui a promis de l'aider à la maison, ce qu'il a fait. Elle a présenté le concours des affaires étrangères sans espoirs de quoi que ce soit et elle est émerveillée d'avoir été choisie et de se trouver à Genève un mois après. Toutes les quatre préfèrent visiblement parler de leur envie de contribuer à l'amélioration générale de la vie en Albanie que des problèmes quotidiens que nous ne pouvons imaginer tant ils sont loin de la vie quotidienne en Suisse. Avant de nous quitter, elles me parlent de leur religion. Elles sont toutes musulmanes de naissance, ce qui n'implique pour trois d'entre elles que la croyance en un Dieu, mais aucune pratique et aucune influence en politique. La religion n'est pas importante, sauf que maintenant, elle n'est plus interdite et on peut explorer ce domaine comme culture mais il n'y a plus de tradition ni dans le pays ni dans les familles.



Grande boulangerie à Tirana.



Lit de premiers secours dans un hôpital.

Après une heure et demie les questions deviennent nombreuses de part et d'autre et dans l'expression de leur témoignage, je voudrais que personne ne se trompe. Il s'agit de quatre personnes et non de la femme albanaise et pourtant elles voulaient me transmettre leur timidité, leur discrétion, leur curiosité, leur enthousiasme et leur énergie, toutes qualités des femmes de leur pays.

Brigitte Polonovski

Photos de Jutta Benzenberg.

Née en Rhénanie en 1960, cette photographe qui travaille à Munich a des expositions et des livres à son actif, entre autres une exposition en avril 1992 à Tirana «Survivre en Albanie». Quelques unes de ces magnifiques photos sont exposées actuellement à la cité universitaire de Genève que nous remercions pour leur prêt.

A deux heures de chez nous!

Nous étions quatre dans une pharmacie aux rayons dégarnis. Quatre, dont un médecin, qui visitions Tirana deux mois seulement après l'avènement du premier régime démocratique albanais. A la veille de la libéralisation des prix, au moment d'amorcer le virage décisif vers l'économie de marché, nous prenions concrètement la mesure de ce qu'était la vie quotidienne des Albanais en cette fin de mois de mai 1992. Vêtue d'une blouse blanche fatiguée, la responsable de l'officine nous fait passer à l'arrière du comptoir, puis au laboratoire. Là, le décor fait penser à une pharmacie européenne des années quarante, à l'époque où le pharmacien était entouré de bocaux et de fioles de verre remplies de cristaux divers, avec des étiquettes rédigées en latin. L'époque où les emballages familiaux contenant des médicaments préparés industriellement n'avaient pas encore fait leur apparition.

Ces références, beaucoup d'entre nous ne les connaissent que par la photographie et les reconstitutions cinématographiques. Mais là, l'équipe qui travaille dans des conditions aussi artisanales n'a que faire du septième art... Sans oublier que ladite officine se situe dans un pays limitrophe de l'Italie, à une heure et demie d'avion de Zurich!

Il faut se rendre à l'évidence: la plupart des médicaments de base en vente dans les pharmacies suisses font ici cruellement défaut. Pharmaciens sans frontière, l'une des 79 organisations non gouvernementales (ONG) présentes dans le pays s'en est émue et l'OMS connaît peu ou prou ces réalités.

Jusqu'au ministre de la santé lui-même qui reconnaît que «le système médical albanais dépend pour le moment de l'aide humanitaire». Selon lui, «contrôle de la démographie, privatisation et réforme du système sanitaire ainsi que lutte contre le

sida constituent les priorités absolues de son gouvernement.» Dans le laboratoire, ces propos sonnent tout autrement que dans le bureau ministériel. Si les principes énoncés là semblent irréprochables et judicieux, ils apparaissent ici comme un vœu pieux, des intentions en décalage complet avec la réalité. Car qui dit contrôle de la natalité dit moyens contraceptifs. Or la pharmacie n'a absolument rien à proposer aux client-e-s qui souhaiteraient acheter pilules, stérilets ou préservatifs. L'absence de ces derniers rend d'ailleurs également vaine toute perspective de lutte contre le sida. Du moins pour le moment. Pour l'équipe de la pharmacie, cette situation est certes déplorable. Et de l'aveu même de ses employées, elle reflète la situation générale de la capitale. Mais il est à craindre qu'en province ce ne soit pire.

Pires également, en comparaison de ce qui se passe à Tirana, les conditions d'hospitalisation dans les hôpitaux de province. Pourtant, une visite dans l'un des hôpitaux principaux, censé accueillir les cas graves et les urgences, se passe de commentaires. Ici, la buanderie date de 1936! Les blanchisseuses de l'hôpital manipulent sans cesse un linge si usé que draps, serviettes et blouses seraient, en Suisse, immédiatement jetés. Et encore, ces lambeaux d'étoffe sont en quantité très insuffisante pour les besoins minimaux des malades. Comment transmettre, par le texte, le désespoir des employées? Accrochées à mon bras, elles expliquent dans toutes les langues qu'elles supposent être à ma portée – que tout travail digne de ce nom leur est, hélas, devenu impossible.

Que par un hiver rigoureux toute une aile de l'hôpital soit privée de chauffage, à l'instar de la plupart des écoles. Que les installations sanitaires s'apparentent davantage à celles d'une garnison en campagne qu'à celles qu'on pourrait s'at-

tendre à trouver dans une clinique. Qu'enfin, la plupart des moyens considérés en Suisse comme indispensables manquent, on l'a déjà abondamment et souvent bien écrit.

Tous les projets d'aide à l'Albanie – et ils sont nombreux – ne seront donc jamais pléthoriques. D'autant que la coordination des organisations non gouvernementales a lieu. Coordination où Caritas, bien connue des Suisses, joue un rôle important. Conscients de la nécessité de garantir un bon usage des dons et des aides de quelque provenance qu'ils soient, les délégués présents sur le terrain se réunissent très régulièrement autour d'une table dans les locaux de l'antenne du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Là, ils échangent des renseignements, relatent des expériences, tirent au passage des conclusions et élaborent des stratégies. Des regroupements, des collaborations, des actions communes s'élaborent, avec l'aide de l'interprète du PNUD.

Pendant ce temps, à la maternité, les accouchements par césarienne, à part le champ opératoire, se pratiquent dans des conditions non stériles. Les lits d'accouchement et les ustensiles ne sont pas entretenus et, pour certains, sont encore maculés de sang...

Isabelle Mili

Isabelle Mili s'est rendue à Tirana avec l'Albanian International Scholarship Foundation pour une mission d'évaluation des besoins prioritaires d'éducation et de formation. D'autres projets sont en gestation avec l'Ecole des soins infirmiers et sage-femmes «Le Bon Secours» de Genève: projet de développement des formations en soins infirmiers et sage-femme en Albanie, projet de conception pour la formation des professionnels internes à l'hôpital des enfants, projet de formation des formateurs auprès des trois écoles de soins infirmiers et sage-femmes entre autres.